

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

Les motions adoptées à l'unanimité ont été celles-ci :

Ce meeting est d'avis que le gouvernement de Versailles a outragé l'humanité par sa politique vindicative, en massacrant de sang-froid les prisonniers communistes.

Le meeting est d'avis que la responsabilité de l'exécution des otages appartient au gouvernement de M. Thiers, qui a rejeté des ouvertures de conciliation, et qui a ordonné le massacre des distinctions, d'hommes, de femmes, d'enfants et de prisonniers.

Le meeting s'engage enfin à empêcher, autant qu'il le pourra, l'extradition des réfugiés communistes.

Dans un autre meeting, on a proposé d'offrir à Victor Hugo une hospitalité digne de son honneur, de son patriotisme et de ses talents.

On mande de Rome que, par ordre du Pape, les cérémonies publiques qui devaient avoir lieu pour la Fête-Dieu, et la célébration du prochain anniversaire de son couronnement, n'auront pas lieu.

On annonce la mort de Mgr Delalle, évêque de Rodez. C'était une des lumières de l'église de France.

La Décentralisation, de Lyon, relève cette parole de M. Thiers : « L'Assemblée est plus libérale que moi. »

Un aimable Scapin de la secte italienne, le journal la Nuova Roma, tire de son sac la petite faïence suivante, que nous trouvons soigneusement reproduite dans une feuille républicaine française :

« Il circule un bruit assez singulier. Les jésuites auraient offert à M. Thiers le paiement des dépenses de la guerre, de façon à obtenir l'évacuation immédiate des Allemands »

« En retour de cette générosité, la France s'engagerait, une fois réorganisée, à envahir l'Italie, à faire table rase et à rétablir le pouvoir temporel du Pape. »

Avis indirect aux membres de l'Internationale, avides de « l'or » des jésuites. Avouez que voilà une presse bien ridicule et bien abominable.

LA RÉPUBLIQUE ET LE CRÉDIT

Les dangers du provisoire dont s'accrode M. Thiers sont tels qu'un journal, peu suspect dans la circonstance, le Gaulois, demande expressément du définitif; voici ce qu'on lit dans l'un des derniers numéros du Gaulois :

« Ce n'est pas le fait, c'est le droit, c'est le crédit, — et le droit est dans la constitution. »

« Le pays a besoin d'être, en quelque sorte, consolé. Ce n'est pas avec un gouvernement à l'heure ou à la coupe que vous lui mettez du cœur vaillant; c'est avec un gouvernement définitif. »

« De son côté, la France publie cette note : On nous assure que le gouvernement a reçu une offre de deux milliards, à un taux très-raisonnable, en rentes 5 0/0. Mais cette offre serait subordonnée à la condition expresse d'une situation politique mieux assurée. »

« Les nouvelles du marché financier anglais indiquent également des dispositions peu favorables à toute émission française, aussi longtemps que les capitaux se trouvent en présence d'un gouvernement éphémère. »

Nos ennemis du dehors ont déjà tiré la conséquence pratique des affreux événements intérieurs de la France. Voici ce qu'en conclut la Gazette de Cologne :

« En vérité, c'est sans gloire, mais nous ne sommes pas en France; nous sommes en province, nous sommes en Alsace, nous sommes en Lorraine, nous sommes en Alsace à la France, c'était ce riche, de beau, et heureux Paris, et ce Paris a péri pour longtemps. »

Cinq milliards dans la poche d'un jésuite. Un aimable Scapin de la secte italienne, le journal la Nuova Roma, tire de son sac la petite faïence suivante, que nous trouvons soigneusement reproduite dans une feuille républicaine française :

« Il circule un bruit assez singulier. Les jésuites auraient offert à M. Thiers le paiement des dépenses de la guerre, de façon à obtenir l'évacuation immédiate des Allemands »

« En retour de cette générosité, la France s'engagerait, une fois réorganisée, à envahir l'Italie, à faire table rase et à rétablir le pouvoir temporel du Pape. »

Avis indirect aux membres de l'Internationale, avides de « l'or » des jésuites. Avouez que voilà une presse bien ridicule et bien abominable.

M. Thiers a prononcé un grand discours en faveur de la République, et l'Assemblée a fait un grand pas vers le rétablissement de la monarchie. Il paraît assez que c'était convenu. L'on doit marcher ainsi jusqu'à un certain point que tout le monde doit ignorer, les mains dans les poches, l'œil et l'oreille aux aguets. On videra des lois sur ceci et sur cela; des lois à tuer le temps, et, s'il le faut, le bon sens. Les lois ne se faisant pas avec les mains, mais se frappant par assis et levé, il est entendu que les mains se sortiront des poches que pour se donner des étreintes cordiales. Seulement, un jour, il y aura des mains qui ne voudront pas lâcher. — Pris! On criera Vive quelque chose, et ce sera fait.

Qu'est-ce qui vivra? D'après M. Thiers, si l'on était sage, bien sage, très sage, ce serait la République; mais M. Thiers n'a pas l'air d'y compter beaucoup, vu l'esprit républicain, et il laisse voir par ses dispositions à se contenter de la « monarchie constitutionnelle, » qui lui semble peut-être à la meilleure des républiques. Alors, pourquoi n'y est-t-on pas tout de suite? Ah! c'est que nous avons encore besoin de la dictature du 4 septembre, transformée en gouvernement de la réorganisation nationale. Les hommes du 4 septembre ont si bien désorganisé, qu'ils sont évidemment les plus capables de réorganiser.

Si quelqu'un se demande pourquoi le gouvernement enlève, empotonne et transporte outre-mer les ouvriers de la Commune, au lieu de les employer à rebâtir Paris, c'est que, par extraordinaire, ces incendiaires ne sont point parfaits maçons.

Pour démontrer la nécessité du provisoire, M. Thiers allègue que les passions n'étant point encore calmées, il faut éviter de leur donner des émotions nouvelles, et qu'il importe de faire « renaitre le travail. » Peut-être qu'un meilleur moyen de calmer les passions serait de leur ôter l'espoir d'une reprise; peut-être qu'on arriverait plus vite à ranimer le travail en faisant comprendre à ceux des ouvriers qui ne veulent pas travailler, que le travail est désormais la seule manière de se procurer du pain. Mais personne n'en a fait l'observation. Il était convenu que M. Thiers ne dirait rien que d'irrésolvable. Le chef du pouvoir exécutif avait mis à cette condition sa neutralité entre la République et la monarchie.

En effet, son discours est neutre. Il a été applaudi à droite, à gauche et au centre. On le regarde comme une merveille d'équilibre. Va pour merveille d'équilibre! Véritablement, cela vous laisse l'impression d'une séance de Léonard. Le mérite est moindre à l'âge de M. Thiers. Entre 70 et 75 ans, pour les hommes d'Etat, c'est le moment de la grande agilité et de la légèreté suprême; aucun fardeau de principes ne les surcharge plus, ils font les serments en perfection, ils ont l'œil tendre, la peau dure, le cœur sec, et ils sont tout à leur affaire.

Pour dire que c'est haut, lumineux, nourissant, augmentant, non pas se représentant la situation, et ces combats, et ces crimes, et ces ruines, et ces deux millions présents, encore, l'ennemi étranger si cruellement vainqueur; Penché, intérieur et douloureusement et si mal vaincu, à regarder le noir avenir, un sphinx nous attendent, on désirerait mieux. Le bon plancher, les bons cables, les bons fileaux des principes rassureraient plus que ces filets. Mais content pas la manière de notre temps.

Enfin, l'élection des princes est validée, la loi d'exil abolie, et Bourbon rentre en France. Par ce vote, l'Assemblée reconnaît que le suffrage universel est au-dessus de la République, et au-dessus de lui-même. C'est un grand pas! Il méritait d'être fait certainement.

M. Thiers a stipulé (ou coulé), que les princes ne franchissent pas le seuil de l'Assemblée. On pouvait lui accorder cette satisfaction; c'est assez qu'ils soient en attendant, et que la France puisse avoir une tête. Alors, il ne faudra plus qu'un mouvement républicain et M. Thiers verra remplir son attitude. La République sera fondée.

La forte républicaine de M. Thiers donne à entendre qu'il n'acceptera jamais cet homme pour maître. Il comprendra mieux la situation et le rôle de la France : c'est précisément pour avoir plus de maître que la France appelle cet homme, ce roi.

La République, c'est un homme, un honnête homme, agréé des honnêtes gens : et cet homme est parmi nous. (Univers.) LOUIS VERNET.

LETTRE DE PARIS Paris, 16 Juin. Soyez en bien convaincu, l'Assemblée complète sera nécessairement et par la force des choses, amenée à se transformer en constituante. Elle y sera poussée par le danger général que présente la situation précaire du gouvernement.

« Ne nous abusons pas sur cette situation. Ce que nous avons en ce moment est un gouvernement essentiellement personnel. Tout repose sur M. Thiers. Qu'il tombe malade, qu'il succombe, sous le fardeau qu'il a vaillamment porté jusqu'ici, qui le remplacera, qui continuera d'observer ce fameux pacte de Bordeaux qu'on a renouvelé dans la séance du 8 juin, et que, pour ma part, je trouve singulièrement compromis par cette même séance? Y a-t-il quelqu'un qui puisse prendre la suite des affaires du pays, et que le pays accepte comme il a accepté M. Thiers. »

M. le chef du Pouvoir exécutif l'a dit avec raison : ce sont les républicains qui ont compromis la République. Qu'il se retire, se trouvera-t-il un républicain de la gauche que la majorité accepte, et se trouvera-t-il dans la droite monarchiste quelqu'un qui se charge de faire les affaires de la République? Non assurément. On a parlé de M. Grévy? Mais ce ne serait qu'un pis-aller, qu'un en-cas,

Oubliez-moi laissez-moi achever tout ma triste destinée; je vous rends vos promesses, vos serments.

Miss Avondale retourna vivement son bras et s'éloigna d'O'Byrne avec colère. — Laissez-moi, dit-elle, je comprends maintenant, pauvre folle que j'étais, vous ne m'aimez pas, vous ne m'avez jamais aimée!

— Moi, Nelly? répliqua Richard avec feu; tant si vous pouviez avoir ce qui se passe dans mon âme!

— Non, vous dis-je, répliqua la jeune fille en comprimant à peine les éclats de sa voix sous son épais capuchon. Si vous m'aimez, n'auriez-vous pas deviné ce que je suis et ce que je veux? Je m'étais dit, dans mon mariage, que peut-être mon amour vous compenserait, l'indifférence de mes aïeux, les crimes de mes parents, la mort tragique de votre sœur, la ruine de vos patriotiques espérances, l'exil, la proscription, la pauvreté. En acceptant ce titre de fiancée, j'avais accepté avec toutes ses exigences, tous ses devoirs, tous ses sacrifices, et j'étais prête. — Mais à quoi bon vous avouer jusqu'où m'avait poussée cette exaltation funeste, puisque vous ne m'aimez pas?

— Nelly, Dieu m'est témoin... Je ne vous crois pas, répliqua miss Avondale avec étonnement; eh bien donc, puisque vous me repoussez, que mon sort s'accroisse! De nouvelles lettres me sont parvenues ce matin, Richard! L'une, de cet homme qui nous a causé tant de mal l'autre, de mon père. Sir Georges m'a-

BULLETIN QUOTIDIEN

Pour faire une République, il faut des républicains... disons-nous il y a deux mois, en dénonçant par les faits, qu'en France, nous avons beaucoup de républicains et d'utopistes et pas du tout de vrais républicains; ce que nous appelons des républicains pratiques.

« Il y a en France des communistes, des socialistes, des révolutionnaires, des positivistes, des démocrates et des théoriciens de toutes sortes; des hommes qui ont le cœur bien; des opinions républicaines, mais pas un seul ayant le tempérament républicain. »

« Il n'y a pas un seul républicain français qui, ayant étudié sérieusement la monarchie des institutions républicaines en Amérique, soit resté républicain. »

« Je n'ai jamais rencontré un seul qui invitât à désigner la constitution qu'il voudrait voir adopter en France, ait examiné les détails et découvert les défauts qui sont connus de tout Américain. »

« Mais ce n'est pas assez de quelques réflexions profondes pour fonder une République chez un peuple dont le génie et les instincts y sont opposés. »

« Il ne reste donc que les philosophes, les théoriciens et les écrivains. »

« Le 4 septembre a été fait par les avocats et les ouvriers de Paris. L'un des avocats et les ouvriers de la population française, que restait-il? Quant à Paris, les ouvriers sont peut-être le moment hors de compte, et les avocats sont discrédités. »

« Par conséquent, la République qu'ils ont fondée ne repose sur rien. »

« Un nouveau meeting communiste s'est tenu le 7 mai, le soir, à l'effet d'examiner l'opportunité d'une démonstration contre les « cruautés » (sic) du gouvernement de Versailles et de manifester des sentiments de sympathie vis-à-vis des communistes de Paris. »

« Le capitaine ne put retenir une exclamation de surprise. — Miss Avondale, dit-il, comment êtes-vous ici? comment avez-vous osé... »

« — On a voulu me persuader que je manquerais à ma religion en assistant à vos cérémonies papistes, répliqua la jeune fille d'un air agité; on a essayé même de me retenir de force, mais quand j'ai vu que vous étiez ici, malgré mes avertissements et mes prières, je me suis enjuyé, je suis venue vous joindre. Si aucun péril n'a pu vous empêcher d'assister aux funérailles de Julia, vous son frère, pourquoi n'y assisteriez-vous pas aussi, moi sa sœur et votre fiancée? — Merci, Nelly! murmura Richard, avec chaleur; si quelque chose pouvait me rattacher à la vie, après la ruine de mes projets, ce serait l'amour d'une femme généreuse et intrépide dans son dévouement, telle que vous... Cependant, je ne saurais approuver votre démarche actuelle. Vous avez été la première à m'instruire des dangers qui me menaçaient dans cette partie de la vallée; ces dangers, sont réels; je crains à chaque instant que des scènes de désordre et de violence ne succèdent à ces scènes de deuil paisible et religieux. Je vous supplie donc de retourner sur vos pas... Comme vous l'avez dit vous-même, de meilleurs jours viendront pour nous, et plus tard. — Non, non, répondit Nelly, avec fermeté; vous ne me connaissez pas encore, Richard; je suis, moi aussi, fière et opi-

« — Richard... Richard O'Byrne, dit une voix vibrante à son oreille. »